

Newsletter, 12-15 novembre 2018 - Session plénière - Strasbourg

[08-11-2018 - 14:36]

Budget à long terme de l'UE: les priorités des députés pour l'après-2020	3
Les députés adopteront mercredi leur position de négociation relative au prochain budget à long terme de l'UE, incluant le détail des montants prévus pour chaque programme de l'UE.	
Angela Merkel débattrra de l'avenir de l'Europe avec les députés	4
La Chancelière allemande, Angela Merkel, débattrra de l'avenir de l'Europe avec les eurodéputés et le Président de la Commission, Jean-Claude Juncker, mardi à 15 heures.	
Moderniser les droits des voyageurs ferroviaires	5
Des propositions visant à mettre à jour les règles relatives aux droits des voyageurs ferroviaires européens seront mises aux voix jeudi.	
Vers la fin des appels coûteux entre les pays de l'UE en 2019	6
De nouvelles règles plafonnant les appels intracommunautaires, donnant accès à des réseaux 5G ultra-rapides et créant un système d'alerte pour les urgences, seront mises aux voix mercredi.	
Cérémonie de remise du prix LUX 2018 du cinéma	7
Le Président du PE, Antonio Tajani, dévoilera le lauréat du prix LUX 2018 du cinéma mercredi à midi, dans l'hémicycle de Strasbourg.	
Énergie renouvelable et efficacité énergétique: de nouveaux objectifs ambitieux	8
Pour lutter contre le changement climatique, des objectifs contraignants pour 2030 en matière d'énergies renouvelables (32%) et d'efficacité énergétique (32,5%) seront votés mardi.	
Le Parlement votera sur le contrôle des exportations d'armes	9
Les députés voteront mercredi pour renforcer les contrôles sur les exportations d'armes et sanctionner les États membres qui n'appliquent pas les règles communes de l'UE.	
Stratégie mondiale en matière de migration: débat sur le rôle des pays de l'UE	10
Les députés débattront mardi des efforts visant à aboutir à une stratégie mondiale en matière de gestion des migrations et du rôle des États membres dans le processus soutenu par l'ONU.	
Des camions plus propres et davantage de bus électriques d'ici 2030	11
Les députés se prononceront sur les réductions des émissions de CO2 des camions et des bus afin de réduire les émissions de gaz à effet de serre.	
Cyril Ramaphosa, Président de l'Afrique du Sud, s'adressera au Parlement . . .	12
Le Président de l'Afrique du Sud, Cyril Ramaphosa, s'adressera aux députés lors d'une séance solennelle à Strasbourg, mercredi à 11h30.	
Le Parlement exprimera sa position sur l'État de droit en Roumanie	13
Les députés exposeront leur point de vue sur les récentes réformes de la justice en Roumanie et leurs conséquences sur la séparation des pouvoirs, dans une résolution mise aux voix mardi.	
Les députés pour des règles garantissant la protection des droits des minorités	14
Une résolution appelant à des règles européennes visant à garantir les droits des minorités et à des mesures contre les États membres aux pratiques discriminatoires sera votée mardi.	
Protéger le marché intérieur des ententes secrètes et des sociétés en infraction	15



Le PE se prononcera mercredi sur des mesures visant à équiper les autorités nationales de la concurrence afin de mieux détecter et lutter contre les infractions à la législation de l'UE.

Plan pluriannuel de gestion des petits stocks pélagiques en Adriatique	16
Les députés se prononceront mardi sur un nouveau plan pluriannuel de gestion des opportunités de pêche et de la surpêche en mer Adriatique.	
Accords d'association: vote sur la Moldavie et la Géorgie	17
Les députés débattront mardi de l'état d'avancement des accords d'association de l'UE avec la Moldavie et la Géorgie. Les votes sur ces résolutions se tiendront mercredi.	
La réponse aux migrants d'Amérique centrale à la frontière mexicaine	18
La "caravane" de milliers de migrants d'Amérique centrale marchant vers le nord et la frontière américano-mexicaine fera l'objet d'un débat mercredi.	
Sanctions contre l'Iran: débat sur les conséquences pour les entreprises de l'UE	19
Les conséquences des sanctions américaines sur l'Iran pour les entreprises de l'UE feront l'objet d'un débat en plénière mercredi avec la chef de la diplomatie de l'UE, Federica Mogherini.	
Des visas humanitaires pour mieux gérer les flux de réfugiés: vote en plénière .	20
Le PE se prononcera sur une proposition de nouveau système européen de visa humanitaire qui pourrait permettre aux demandeurs d'asile de venir en Europe sans mettre leur vie en danger.	
Résolutions relatives aux droits de l'homme et à la démocratie	21
Le Parlement tiendra des débats sur les urgences relatives aux droits de l'homme et à la démocratie, jeudi 15 novembre vers 10h00, avec des votes intervenant à midi sur les sujets suivants:	
Autres sujets à l'ordre du jour	22
Parmi les autres sujets devant être débattus et votés, figurent:	

Nicolas DELALEU

ROLE: Attaché de presse
BXL: (+32) 2 28 44407
STR: (+33) 3 88 17 20 97
PORT: (+32) 471 95 35 11
EMAIL: nicolas.delaleu@europarl.europa.eu
EMAIL: presse-fr@europarl.europa.eu

Baptiste CHATAIN

ROLE: Attaché de presse
BXL: (+32) 228 40992
STR: (+33) 3881 74151
PORT: (+32) 498 98 13 37
EMAIL: baptiste.chatain@europarl.europa.eu
EMAIL: presse-fr@europarl.europa.eu

</news/fr/agenda/briefing/2018-11-12>

En savoir plus

- [Projet d'ordre du jour](#)
- [EP Live : suivre la séance en direct](#)
- [Europarl TV](#)
- [Conférences de presse et autres événements](#)
- [Site du service audiovisuel du Parlement européen](#)
- [EP Newshub](#)
- [Podcasts thématiques de l'EPRS](#)

Budget à long terme de l'UE: les priorités des députés pour l'après-2020

Les députés adopteront mercredi leur position de négociation relative au prochain budget à long terme de l'UE, incluant le détail des montants prévus pour chaque programme de l'UE.

Concernant le prochain [cadre financier pluriannuel \(CFP\) 2021-2027](#), le Parlement devrait plaider pour que davantage de fonds aillent à la jeunesse, à la recherche, à la croissance, à l'emploi et à la lutte contre le changement climatique. Les nouveaux défis tels que la migration, la défense et la sécurité devraient se voir allouer les ressources nécessaires, et le financement des politiques agricoles et de cohésion ne devrait pas être réduit. En outre, de nouvelles sources de recettes directes devraient en partie remplacer les contributions financées par les contribuables.

Vous trouverez plus de détails dans le [communiqué de presse publié après le vote en commission des budgets \(05.11.2018\)](#).

Vous pouvez retrouver les chiffres exacts, à confirmer en plénière, dans le [projet de rapport intérimaire](#).

Prochaines étapes

Après le vote en plénière le 14 novembre, le Parlement sera prêt à négocier et les négociations pourront débuter dès que le Conseil aura trouvé un accord sur sa position commune. L'adoption d'un nouveau règlement relatif au CFP nécessite l'approbation du Parlement.

Les députés espèrent aboutir à "un bon accord avant les élections européennes de 2019, afin d'éviter de [graves revers](#) pour le lancement des nouveaux programmes liés à l'adoption tardive du cadre financier, comme cela a été le cas par le passé."

Contexte

Environ 94% du budget de l'UE va aux citoyens, aux régions, aux villes, aux agriculteurs et aux entreprises. Les dépenses administratives de l'UE représentent environ 6% du total.

Débat: mardi 13 novembre

Vote: mercredi 14 novembre

Procédure: approbation

Conférence de presse: mercredi 14 novembre à 16h00

En savoir plus

- [Projet de résolution \(en anglais\)](#)
- [Service de recherche du PE - CFP 2021-2027: rapport intérimaire sur les propositions de la Commission \(en anglais\)](#)
- [Questions/réponses sur le CFP \(en anglais\)](#)

Angela Merkel débattrra de l'avenir de l'Europe avec les députés

La Chancelière allemande, Angela Merkel, débattrra de l'avenir de l'Europe avec les eurodéputés et le Président de la Commission, Jean-Claude Juncker, mardi à 15 heures.

Il s'agira du douzième d'une série de débats sur l'avenir de l'Europe entre les chefs d'État ou de gouvernement et les eurodéputés, après:

- le Premier ministre irlandais, Leo Varadkar, le 17 janvier 2018;
- le Premier ministre croate, Andrej Plenkovic, le 6 février 2018;
- le Premier ministre portugais, António Costa, le 14 mars 2018;
- le Président français, Emmanuel Macron, le 17 avril 2018;
- le Premier ministre belge, Charles Michel, le 3 mai 2018;
- le Premier ministre luxembourgeois, Xavier Bettel, le 30 mai 2018;
- le Premier ministre néerlandais, Mark Rutte, le 13 juin 2018;
- le Premier ministre polonais, Mateusz Morawiecki, le 4 juillet 2018;
- le Premier ministre grec, Alexis Tsipras, le 11 septembre 2018;
- le Premier ministre estonien Jüri Ratas, le 3 octobre 2018; et
- le Président roumain, Klaus Iohannis, le 23 octobre 2018.

Le Premier ministre danois, Lars Løkke Rasmussen, débattrra de l'avenir de l'Europe en plénière le 28 novembre.

Débat: mardi 13 novembre à 15 heures

Procédure: débat sur l'avenir de l'Europe, sans résolution

En savoir plus

- [Biographie de la Chancelière \(en anglais\)](#)
- [Produits multimédias - Débat sur l'avenir de l'Europe avec Angela Merkel](#)

Moderniser les droits des voyageurs ferroviaires

Des propositions visant à mettre à jour les règles relatives aux droits des voyageurs ferroviaires européens seront mises aux voix jeudi.

Les modifications apportées aux [règles de 2009](#) visent à améliorer l'information donnée aux passagers concernant leurs droits, à garantir une meilleure assistance pour les personnes à mobilité réduite, un accès optimisé pour les cyclistes, des procédures de traitement des réclamations plus claires et une meilleure compensation pour les voyageurs en cas de retard.

Débat: mercredi 14 novembre

Vote: jeudi 15 novembre

Procédure: procédure législative ordinaire, première lecture

Conférence de presse: mercredi 14 novembre à 14h30, en présence du rapporteur Boguslaw Liberadzki (S&D, PL)

En savoir plus

- [Projet de rapport sur les droits et obligations des voyageurs ferroviaires](#)
- [Communiqué de presse suite au vote en commission \(09.10.2018\)](#)
- [Profil du rapporteur Boguslaw Liberadzki \(S&D, PL\)](#)
- [Fiche de procédure](#)
- [Service de recherche du PE - Droits et obligations des voyageurs ferroviaires dans l'UE \(juin 2018, en anglais\)](#)
- [Produits multimédias](#)
- [Commission européenne: Droits des passagers ferroviaires](#)

Vers la fin des appels coûteux entre les pays de l'UE en 2019

De nouvelles règles plafonnant les appels intracommunautaires, donnant accès à des réseaux 5G ultra-rapides et créant un système d'alerte pour les urgences, seront mises aux voix mercredi.

La nouvelle législation plafonnera les appels téléphoniques intracommunautaires à 19 centimes par minute et les SMS à 6 centimes à partir du 15 mai 2019. Elle protégera également mieux les utilisateurs de smartphones, notamment les utilisateurs de services en ligne (Skype, WhatsApp, etc.). Par ailleurs, les États membres devront faciliter le déploiement de réseaux 5G.

Un système "112 inversé" deviendra obligatoire dans tous les États membres, de sorte qu'en cas d'urgence ou de catastrophe majeure près de chez eux, les citoyens concernés soient alertés par SMS ou via une application mobile.

Débat: mercredi 14 novembre

Vote: mercredi 14 novembre

Procédure: codécision

Conférence de presse: mercredi 14 novembre à 11h00

En savoir plus

- [Projet de rapport sur la proposition de directive du PE et du Conseil établissant le code des communications électroniques européen \(refonte\)](#)
- [Service de recherche du PE - Code en matière de communications électroniques \(juillet 2018, en anglais\)](#)
- [Fiche de procédure - Code en matière de communications électroniques \(refonte\)](#)
- [Communiqué de presse à l'issue des trilogues \(06.06.2018\)](#)
- [Étude de la Commission européenne sur les appels intracommunautaires dans 15 États membres \(juillet 2018, en anglais\)](#)
- [Profil de la rapporteure Pilar del Castillo Vera \(PPE, ES\)](#)
- [Profil de la rapporteure Dita Charanzová \(ADLE, CZ\)](#)
- [Projet de rapport sur la proposition de règlement du PE et du Conseil établissant l'Organe des régulateurs européens des communications électroniques](#)
- [Service de recherche du PE - ORECE \(janvier 2017\)](#)
- [Fiche de procédure - ORECE](#)
- [Profil du rapporteur Evžen TOŠENOVSKÝ \(ECR, CZ\)](#)
- [Produits Webcomm](#)
- [Produits multimédias - Télécommunications](#)

Cérémonie de remise du prix LUX 2018 du cinéma

Le Président du PE, Antonio Tajani, dévoilera le lauréat du prix LUX 2018 du cinéma mercredi à midi, dans l'hémicycle de Strasbourg.

Les finalistes de cette année sont les films “[L’Envers d’une histoire](#)” de Mila Turajlić (Serbie/France/Qatar), “[Woman at war](#)” de Benedikt Erlingsson (Islande/France/Ukraine) et “[Styx](#)” de Wolfgang Fischer (Allemagne/Autriche).

Le Parlement européen couvre le coût du sous-titrage des trois films finalistes dans les 24 langues officielles de l’UE et produit une copie numérique pour chaque État membre.

Le film lauréat sera adapté pour les personnes malentendantes et malvoyantes et sera soutenu pour sa promotion lors de sa sortie internationale. Le lauréat est choisi par les eurodéputés.

Une conférence de presse avec la vice-présidente du PE, [Evelyne Gebhardt](#) (S&D, DE) et les réalisateurs des trois films est prévue mercredi 14 novembre à 15 heures à Strasbourg.

Le [prix LUX du cinéma](#), créé en 2007, est dédié à la promotion du cinéma européen. Il encourage la diffusion de productions européennes et permet de susciter des débats européens sur des sujets politiques et sociaux majeurs.

Cérémonie de remise du prix: mercredi 14 novembre à midi

Procédure: cérémonie de remise de prix

Conférence de presse: mercredi 14 novembre à 15 heures, en présence de la vice-présidente [Evelyne Gebhardt](#) (S&D, DE), de la Présidente de la commission CULT, [Petra Kammerevert](#) (S&D, DE) et des réalisateurs des trois films finalistes.

Interviews bilatérales possibles avec les réalisateurs, les acteurs et les producteurs au Parlement européen: mardi 13 novembre de 15h30 à 17h00 et mercredi 14 novembre de 10h30 à 11h30. Réservation préalable obligatoire. Merci de contacter à la fois: eulalia.martinezdealosmoner@europarl.europa.eu et dgcomm-seminarsMSMU@europarl.europa.eu

En savoir plus

- [Page web du prix LUX](#)
- [Produits multimédias - Prix LUX 2018](#)

Énergie renouvelable et efficacité énergétique: de nouveaux objectifs ambitieux

Pour lutter contre le changement climatique, des objectifs contraignants pour 2030 en matière d'énergies renouvelables (32%) et d'efficacité énergétique (32,5%) seront votés mardi.

En plus de fixer des objectifs contraignants en matière d'efficacité énergétique et d'énergies renouvelables, la nouvelle législation donnera aux citoyens de l'UE le droit de produire de l'énergie renouvelable pour leur propre consommation, et de stocker et de vendre la production excédentaire.

Elle créera également une nouvelle structure de gouvernance pour réaliser l'union de l'énergie et permettra de faire disparaître progressivement certains types de biocarburants destinés aux cultures vivrières pour passer à des biocarburants de deuxième génération.

Débat: lundi 12 novembre

Vote: mardi 13 novembre

Procédure: procédure législative ordinaire

Conférence de presse: mardi 13 novembre à 14 heures

En savoir plus

- [Projet de résolution du PE sur l'efficacité énergétique](#)
- [Communiqué de presse sur l'efficacité énergétique et la gouvernance après les trilogues](#)
- [Fiche de procédure - Efficacité énergétique](#)
- [Service de recherche du PE - Efficacité énergétique \(en anglais\)](#)
- [Profil du rapporteur Miroslav Poche \(S&D, CZ\) - Efficacité énergétique](#)
- [Projet de résolution du PE sur la promotion de l'utilisation de l'énergie produite à partir de sources renouvelables \(refonte\)](#)
- [Communiqué de presse sur les énergies renouvelables après les trilogues](#)
- [Fiche de procédure - Énergies renouvelables](#)
- [Service de recherche du PE - Énergies renouvelables \(en anglais\)](#)
- [Profil du rapporteur José Blanco López \(S&D, ES\) - Énergies renouvelables](#)
- [Projet de résolution du PE sur la gouvernance de l'union de l'énergie](#)
- [Fiche de procédure - Gouvernance de l'union de l'énergie](#)
- [Service de recherche du PE - Gouvernance de l'union de l'énergie \(en anglais\)](#)
- [Profil du co-rapporteur Jakop Dalunde \(Verts/ALE, SE\) - Gouvernance de l'union de l'énergie](#)
- [Profil de la co-rapporteuse Michèle Rivasi \(Verts/ALE, FR\) - Gouvernance de l'union de l'énergie](#)
- [Produits Webcomm](#)
- [Produits multimédias - Énergie propre](#)

Le Parlement votera sur le contrôle des exportations d'armes

Les députés voteront mercredi pour renforcer les contrôles sur les exportations d'armes et sanctionner les États membres qui n'appliquent pas les règles communes de l'UE.

Les députés appellent à des sanctions à l'encontre des États membres qui n'appliquent pas les [règles communes de l'UE sur le contrôle des exportations d'armes](#).

Les États membres ont des politiques divergentes en matière d'exportation vers certains pays, malgré le régime commun qui, toutefois, ne prévoit pas de sanctions.

Dans certains cas, les armes exportées à des pays comme l'Arabie saoudite ont été utilisées pour alimenter des conflits qui violent les positions communes de l'UE et qui sapent donc tous les efforts européens en matière de contrôle des armes.

Contexte

L'UE est le deuxième plus grand fournisseur d'armes au monde après les États-Unis. En 2016, 40,5% des exportations d'armes se faisaient vers les pays du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord.

Certains pays, comme l'Allemagne et les Pays-Bas, ont arrêté de vendre des armes à l'Arabie saoudite et aux autres membres de la coalition menée par les Saoudiens au Yémen, à cause de leurs actions militaires.

Débat: mardi 13 novembre

Vote: mercredi 14 novembre

Procédure: résolution non législative

En savoir plus

- [Projet de rapport sur les exportations d'armes](#)
- [Communiqué de presse suite au vote en commission \(09.10.2018, en anglais\)](#)
- [Profil de la rapporteure Sabine Lösing \(GUE/NGL, DE\)](#)
- [Position commune de l'UE sur le contrôle des armes](#)
- [Service de recherche du PE - Étude sur la poursuite du développement de la position commune 944/2008/CFSP sur le contrôle des exportations d'armes \(en anglais\)](#)
- [Fiche de procédure](#)
- [Produits multimédias](#)

Stratégie mondiale en matière de migration: débat sur le rôle des pays de l'UE

Les députés débattront mardi des efforts visant à aboutir à une stratégie mondiale en matière de gestion des migrations et du rôle des États membres dans le processus soutenu par l'ONU.

Le gouvernement autrichien a décidé il a y peu de se retirer du pacte mondial pour les migrations sûres, ordonnées et régulières, suite à une annonce similaire faite par la Hongrie. La République tchèque et la Pologne envisagent également de faire de même. Le pacte mondial pour les migrations, qui n'est pas juridiquement contraignant, sera signé au Maroc le mois prochain.

Contexte

La [déclaration de New York sur les réfugiés et les migrants](#), adoptée par l'Assemblée générale des Nations unies en septembre 2016, a marqué le lancement de négociations bilatérales visant à adopter deux pactes mondiaux pour les réfugiés et pour les migrations sûres, ordonnées et régulières.

Un partage plus équitable des charges et des responsabilités en matière d'accueil et de soutien aux réfugiés est l'objectif du [pacte mondial pour les réfugiés](#), qui a déjà fait l'objet d'un accord. Le [pacte mondial pour les migrations](#) souhaite garantir aux migrants en situation vulnérable un traitement adéquat, via des solutions durables, traitant à la fois les risques et défis liés à la migration dans les pays d'origine, de transit et de destination.

Débat: mardi 13 novembre

Procédure: déclarations du Conseil et de la Commission, sans résolution

En savoir plus

- [Résolution du PE sur les progrès du pacte mondial pour les migrations sûres, ordonnées et régulières et du pacte mondial pour les réfugiés \(18.04.2018\)](#)
- [Produits multimédias](#)

Des camions plus propres et davantage de bus électriques d'ici 2030

Les députés se prononceront sur les réductions des émissions de CO2 des camions et des bus afin de réduire les émissions de gaz à effet de serre.

Le projet de rapport de la commission de l'environnement propose un objectif plus élevé (35%) que celui présenté par la Commission européenne (30%) pour les nouveaux camions, afin de réduire les émissions de CO2 de l'UE d'ici 2030, avec un objectif intermédiaire de 20% d'ici 2025.

Les constructeurs devront également garantir que des véhicules à zéro ou faibles émissions (dont les émissions sont de -50% au minimum) représentent 20% de la part de marché des ventes d'ici 2030, et 5% dès 2025.

Les députés de la commission de l'environnement ont ajouté les bus urbains au champ d'application de la proposition, et ont proposé que 50% des nouveaux bus soient électriques d'ici 2025, et 75% d'ici 2030.

Débat: mercredi 14 novembre

Vote: mercredi 14 novembre

Procédure: procédure législative ordinaire

En savoir plus

- [Projet de rapport sur les normes relatives aux émissions de CO2 des nouveaux véhicules utilitaires lourds \(en anglais\)](#)
- [Communiqué de presse suite au vote en commission \(18.10.2018\)](#)
- [Profil du rapporteur Bas Eickhout \(Verts/ALE, NL\)](#)
- [Fiche de procédure](#)
- [Service de recherche du PE - Normes relatives aux émissions de CO2 des nouveaux véhicules utilitaires lourds \(en anglais\)](#)
- [Produits multimédias](#)

Cyril Ramaphosa, Président de l'Afrique du Sud, s'adressera au Parlement

Le Président de l'Afrique du Sud, Cyril Ramaphosa, s'adressera aux députés lors d'une séance solennelle à Strasbourg, mercredi à 11h30.

Les relations stratégiques et la coopération entre l'UE et l'Afrique du Sud, la paix et la sécurité en Afrique, le développement et le commerce ainsi que les priorités du septième sommet UE-Afrique du Sud, qui se tiendra à Bruxelles le 15 novembre, devraient faire partie des questions abordées lors de la première visite officielle de M. Ramaphosa au Parlement européen. Il est le premier Président sud-africain à y prononcer un discours depuis Thabo Mbeki en novembre 2004.

2018 marque également le centenaire de la naissance de l'ancien Président Nelson Mandela, devenu en 1994 le premier Président noir à la tête du pays après le démantèlement du régime oppressif de l'apartheid.

Contexte

Cyril Ramaphosa a succédé en février 2018 à Jacob Zuma. Il était auparavant vice-président de l'Afrique du Sud. L'Union européenne est le premier partenaire commercial et d'investissement du pays. Depuis 1999, les relations commerciales entre l'UE et l'Afrique du Sud sont définies dans le cadre de [l'Accord bilatéral sur le commerce, le développement et la coopération \(ACDC\)](#).

Débat: mercredi 14 novembre

Procédure: séance solennelle

En savoir plus

- [Délégation du Parlement européen pour les relations avec l'Afrique du Sud](#)
- [Produits multimédias - UE-Afrique du Sud](#)

Le Parlement exprimera sa position sur l'État de droit en Roumanie

Les députés exposeront leur point de vue sur les récentes réformes de la justice en Roumanie et leurs conséquences sur la séparation des pouvoirs, dans une résolution mise aux voix mardi.

La résolution non législative résumera la position du Parlement suite au [débat du 3 octobre dernier avec la Première ministre roumaine Viorica Dăncilă](#) sur la réforme du système judiciaire ayant provoqué des manifestations de masse en Roumanie un peu plus tôt cette année.

Appel à un mécanisme permanent de protection de l'État de droit

Dans une résolution non législative distincte mise aux voix mercredi, les députés souligneront la nécessité de mettre en place un mécanisme de l'UE permanent et objectif pour s'assurer que la démocratie et l'État de droit sont respectés par tous les États membres.

Lors d'un [débat en plénière avec des représentants du Conseil et de la Commission le 23 octobre](#), les députés ont affirmé que [l'article 7 du traité sur l'UE](#) n'était "pas suffisant pour apporter une réponse efficace" aux violations des valeurs fondamentales de l'UE.

Débats: mercredi 3 octobre (Roumanie), jeudi 23 octobre (État de droit)

Votes: mardi 13 novembre (Roumanie), mercredi 14 novembre (État de droit)

Procédure: résolutions non législatives

En savoir plus

- [Infographie - Respect de l'État de droit dans les États membres: que peut faire l'UE ?](#)
- [Communiqué de presse - Démocratie et État de droit : les députés demandent une surveillance européenne \(25.10.2016\)](#)
- [Produits multimédias - État de droit en Roumanie](#)

Les députés pour des règles garantissant la protection des droits des minorités

Une résolution appelant à des règles européennes visant à garantir les droits des minorités et à des mesures contre les États membres aux pratiques discriminatoires sera votée mardi.

Le texte appelle la Commission européenne à commencer à élaborer une directive sur des normes minimales pour les minorités dans l'UE, incluant des mesures pour empêcher les États membres de discriminer les minorités. Il recommande également que l'UE utilise la définition des minorités telle qu'énoncée dans la convention européenne des droits de l'homme.

Dans leur projet de résolution, les députés expriment leur inquiétude quant au nombre de Roms apatrides en Europe, souvent poussés vers la marginalisation. Ils appellent les pays de l'UE à mettre en place des mesures pour mettre un terme à l'apatridie et garantir que ce groupe minoritaire puisse jouir pleinement de ses droits de l'homme fondamentaux.

Débat: lundi 12 novembre

Vote: mardi 13 novembre

Procédure: résolution non législative

En savoir plus

- [Communiqué de presse suite au vote en commission \(10.10.2018, en anglais\)](#)
- [Projet de résolution sur des normes minimales pour les minorités dans l'UE \(en anglais\)](#)
- [Profil du rapporteur József Nagy \(PPE, SK\)](#)
- [Fiche de procédure](#)

Protéger le marché intérieur des ententes secrètes et des sociétés en infraction

Le PE se prononcera mercredi sur des mesures visant à équiper les autorités nationales de la concurrence afin de mieux détecter et lutter contre les infractions à la législation de l'UE.

Vu que les autorités nationales de concurrence des États membres appliquent les règles de concurrence de l'UE pour les accords ou les pratiques ayant un impact sur le commerce transfrontalier, de nouvelles règles visant à harmoniser l'application de la législation de l'UE sur la concurrence dans toute l'Union doivent être mises en place.

Les autorités nationales de la concurrence disposeraient de l'indépendance budgétaire nécessaire, notamment des ressources humaines et financières leur permettant de mener leurs missions et d'obtenir des informations qui pourraient faire office de preuves dans les enquêtes sur les violations de la législation sur la concurrence.

En outre, des programmes de clémence ont été mis en place afin de garantir la certitude juridique et de laisser davantage leur chance aux entreprises qui disent la vérité sur leurs activités illégales.

Débat: mardi 13 novembre

Vote: mercredi 14 novembre

Procédure: procédure législative ordinaire, accord en première lecture

En savoir plus

- [Projet de rapport sur la proposition de directive du PE et du Conseil visant à doter les autorités de concurrence des moyens de mettre en œuvre plus efficacement les règles de concurrence et à garantir le bon fonctionnement du marché intérieur](#)
- [Fiche de procédure](#)
- [Profil du rapporteur Andreas Schwab \(PPE, DE\)](#)
- [Service de recherche du PE - Doter les autorités nationales de concurrence de moyens adéquats \(en anglais\)](#)

Plan pluriannuel de gestion des petits stocks pélagiques en Adriatique

Les députés se prononceront mardi sur un nouveau plan pluriannuel de gestion des opportunités de pêche et de la surpêche en mer Adriatique.

Cette nouvelle législation couvrirait les pêcheries exploitant les petits stocks pélagiques, en particulier la sardine, l'anchois, le maquereau et le chinchard, qui sont actuellement régis par plusieurs cadres réglementaires aux niveaux européen, national et international.

Dans le projet de position mis aux voix, les députés soutiennent la coopération régionale permettant à des groupes d'États membres de soumettre des recommandations communes sur les obligations de débarquement et les mesures de conservation. Presque toutes les pêcheries concernées par ce plan sont situées en Italie et en Croatie, avec quelques navires en provenance de Slovénie, d'Albanie et du Monténégro.

Débat: lundi 12 novembre

Vote: mardi 13 novembre

Procédure: codécision

En savoir plus

- [Projet de rapport sur la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil établissant un plan pluriannuel applicable aux stocks de petits pélagiques de la mer Adriatique et aux pêcheries exploitant ces stocks](#)
- [Communiqué de presse suite au vote en commission \(en anglais\)](#)
- [Profil de la rapporteure Ruža TOMAŠIĆ \(ECR, HR\)](#)
- [Fiche de procédure](#)
- [Produits multimédias](#)

Accords d'association: vote sur la Moldavie et la Géorgie

Les députés débattront mardi de l'état d'avancement des accords d'association de l'UE avec la Moldavie et la Géorgie. Les votes sur ces résolutions se tiendront mercredi.

Moldavie

La mise en œuvre des réformes politiques doit être une priorité absolue, affirme le projet de texte sur la Moldavie. Bien que les députés notent certaines avancées dans le pays en matière de commerce, d'énergie et de gestion des finances publiques, ils s'inquiètent néanmoins du niveau de corruption, du manque d'indépendance de la justice et du recul des normes démocratiques.

Géorgie

Les députés ont salué les efforts de la Géorgie dans la poursuite des réformes qui font du pays un partenaire clé de l'UE dans la région. Ils soulignent néanmoins que le haut niveau de corruption, les droits du travail et les droits de l'homme ainsi que la protection de l'environnement demeurent des sujets d'inquiétude.

Débat: mardi 13 novembre

Vote: mercredi 14 novembre

Procédure: résolution non législative

En savoir plus

- [Fiche de procédure - Moldavie](#)
- [Projet de résolution sur la Moldavie](#)
- [Profil du rapporteur Petras Auštrevičius \(ADLE, LT\)](#)
- [Fiche de procédure - Géorgie](#)
- [Projet de résolution sur la Géorgie](#)
- [Profil du rapporteur Andrejs Mamikins \(S&D, LV\)](#)
- [Service de recherche du PE - Étude sur les accords d'association entre l'UE et la Moldavie, la Géorgie et l'Ukraine](#)
- [Étude sur le développement d'un cadre institutionnel pour la mise en oeuvre des accords d'association en Géorgie, Moldavie et Ukraine: perspective comparative \(en anglais\)](#)
- [Produits multimédias](#)

La réponse aux migrants d'Amérique centrale à la frontière mexicaine

La “caravane” de milliers de migrants d'Amérique centrale marchant vers le nord et la frontière américano-mexicaine fera l'objet d'un débat mercredi.

Le Président américain Donald Trump a qualifié ce mouvement “d'invasion” et critiqué plusieurs pays d'Amérique centrale pour avoir laissé leurs citoyens quitter leurs foyers et se diriger “illégalement” vers les États-Unis.

Il a été demandé au ministère de la défense américaine, le Pentagone, de déployer plus de 5 000 soldats à la frontière américano-mexicaine afin d'empêcher les migrants d'entrer sur le territoire américain sans autorisation.

La plupart des migrants fuient la pauvreté et la violence dans leurs pays d'origine, principalement le Honduras, le Salvador et le Guatemala. La chef de la diplomatie de l'UE, Federica Mogherini, participera au débat avec les députés dans l'hémicycle.

Débat: mercredi 14 novembre

Procédure: déclaration de la chef de la diplomatie de l'UE

En savoir plus

- [Résolution du PE du 12 septembre 2018 sur l'état des relations entre l'UE et les États-Unis](#)
- [Produits multimédias](#)

Sanctions contre l'Iran: débat sur les conséquences pour les entreprises de l'UE

Les conséquences des sanctions américaines sur l'Iran pour les entreprises de l'UE feront l'objet d'un débat en plénière mercredi avec la chef de la diplomatie de l'UE, Federica Mogherini.

Les sanctions américaines réintroduites récemment à l'encontre de l'Iran empêchent les entreprises européennes de commercer avec l'Iran. L'UE, en retour, cherche à protéger les entreprises des sanctions en autorisant la réparation du préjudice et en atténuant les conséquences dans l'UE de toute décision d'une cour étrangère à l'encontre des entreprises.

Contexte

Les États-Unis ont réimposé le 5 novembre des sanctions contre l'Iran, qui avait été levées dans le cadre de l'accord nucléaire ([plan d'action global commun](#)) de 2015, après que le pays s'est retiré de l'accord en mai dernier. Les entreprises qui ne respectent pas les sanctions américaines se verraient privées de l'accès au système financier américain, a prévenu Washington.

L'UE plaide pour le maintien du commerce entre l'UE et l'Iran et pour la protection de ses entreprises contre les conséquences des sanctions extraterritoriales.

Débat: mercredi 14 novembre

Procédure: déclaration de la vice-présidente de la Commission/Haute représentante de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité

En savoir plus

- [Commission européenne - Mise à jour de la loi de blocage destinée à soutenir l'accord sur le nucléaire iranien entre en vigueur \(06.08.2018\)](#)
- [Iran: l'UE doit continuer à soutenir l'accord sur le nucléaire iranien, selon les députés](#)
- [Résolution du PE saluant l'accord nucléaire iranien \(27.10.2016\)](#)
- [Produits multimédias](#)

Des visas humanitaires pour mieux gérer les flux de réfugiés: vote en plénière

Le PE se prononcera sur une proposition de nouveau système européen de visa humanitaire qui pourrait permettre aux demandeurs d'asile de venir en Europe sans mettre leur vie en danger.

Le nouveau dispositif permettra aux personnes en quête d'une protection internationale de demander un visa aux ambassades ou consulats de l'UE à l'étranger, ce qui leur donnerait accès au territoire européen (précisément à l'État membre délivrant le visa) dans le seul but de soumettre une demande d'asile.

Avec ce dispositif, les députés de la commission des libertés civiles souhaitent garantir que les demandeurs d'asile puissent utiliser des moyens légaux pour entrer en Europe et réduire le trafic et le taux de mortalité sur les routes migratoires vers l'Union, notamment en mer Méditerranée.

Le projet de rapport appelle la Commission européenne à présenter d'ici au 31 mars 2019 une proposition législative mettant en place un mécanisme de visa humanitaire européen. Pour être adopté, il doit obtenir le soutien d'une majorité absolue du Parlement, soit 376 voix.

Débat: mardi 13 novembre

Vote: mercredi 14 novembre

Procédure: initiative législative

Conférence de presse: mercredi 14 novembre à 15h30, en présence du rapporteur Juan Fernando López Aguilar (S&D, ES)

En savoir plus

- [Projet de rapport contenant des recommandations à la Commission sur les visas humanitaires](#)
- [Communiqué de presse suite au vote en commission \(10.10.2018\)](#)
- [Profil du rapporteur Juan Fernando López Aguilar \(S&D, ES\)](#)
- [Fiche de procédure](#)
- [Service de recherche du PE - Évaluation de la valeur ajoutée des visas humanitaires \(juillet 2018, en anglais\)](#)
- [Produits multimédias - Asile](#)
- [Interview avec le rapporteur - Visas humanitaires: "le droit d'être écouté sans risquer sa vie"](#)

Résolutions relatives aux droits de l'homme et à la démocratie

Le Parlement tiendra des débats sur les urgences relatives aux droits de l'homme et à la démocratie, jeudi 15 novembre vers 10h00, avec des votes intervenant à midi sur les sujets suivants:

- Vietnam, notamment la situation des prisonniers politiques;
- La situation des droits de l'homme à Cuba; et
- La situation des droits de l'homme au Bangladesh.

Débats et votes: jeudi 15 novembre

Procédure: résolutions non législatives

En savoir plus

- [Produits multimédias](#)

Autres sujets à l'ordre du jour

Parmi les autres sujets devant être débattus et votés, figurent:

- Augmenter la résilience de l'UE face à l'influence d'acteurs étrangers sur les élections européennes à venir, débat d'actualité, mercredi;
- Réguler les monnaies virtuelles, déclaration de la Commission, débat mardi;
- Inondations en Europe, débat lundi;
- Polluants organiques persistants, Girling (COD), débat mercredi, vote jeudi;
- Services de garde dans l'UE pour une meilleure égalité des genres, Pietikäinen (INI), débat et vote jeudi;
- Le cas d'Asia Bibi et la situation des minorités religieuses au Pakistan, débat mercredi, déclaration de la vice-présidente de la Commission/Haute représentante de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité; et
- La maladie de Lyme (Borreliosis), question orale avec résolution, débat et vote jeudi.